******

***OBJET : Pénurie de places en garderie - aide financière d’urgence***

Nom de votre ville, le jeudi 10 février 2022

Monsieur Jean Boulet, ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale,

Monsieur Eric Girard, ministre des Finances,

Je vous écris en tant que parent qui peine à comprendre l’absence d’une aide financière temporaire qui pallierait la pénurie de places en services de garde éducatifs à l’enfance. Cette lettre est mon cri du cœur, ainsi que celui des milliers de parents qui s’engouffrent dans une détresse financière et psychologique occasionnée par cette crise. Il s’agit d’un appel à l’aide que je vous relaie aujourd’hui avec urgence et espoir.

Comme vous le savez, le manque criant de places de qualité et abordables dans le réseau de services de garde éducatifs à l’enfance force l’exode d’une main-d'œuvre qualifiée et motivée de travailleur·euse·s du marché de l’emploi. Les répercussions de cette pénurie sont colossales, privant la société québécoise de professionnel·le·s à une heure critique de son développement économique. Alors que nous sommes dans un contexte de relance post-pandémique, des dizaines de milliers de parents sont contraints de rester à la maison pour prendre soin de leurs enfants.

Malgré la créativité des parents, force est de constater qu'en l'absence de ressources supplémentaires, nous ne parvenons pas à concilier vie familiale et professionnelle.

Même après avoir suivi toutes les étapes du processus officiel pour obtenir une place.

Même après avoir essayé une autre voie que celle du guichet d’accès unique.

Même après de longs mois de recherche.

Même après avoir épuisé toutes les semaines du congé parental pour trouver un plan B, C, D…

Les parents touchés par la pénurie sont plongés dans une instabilité financière et des situations de vulnérabilités sociales engendrées par cette situation hors de leur contrôle. Certains sollicitent l’aide de leurs proches, alors que d’autres tentent tant bien que mal d’ajuster leurs horaires de travail. Les moins chanceux d’entre nous abandonnent ou perdent carrément leur emploi. Dans tous les cas, ces « options » ne sont pas des solutions. Pour des milliers de parents, se priver d’un salaire pour subvenir aux besoins de leur famille est impossible. Pensons aussi aux familles monoparentales et soloparentales, pour qui ce sacrifice signifie un endettement et un état de précarité financière alarmants. Ou encore aux familles immigrantes qui se retrouvent dans une situation encore plus vulnérable, tant sur le plan social que financier.

Bien que la pénurie de places en services éducatifs à l’enfance touche les enfants de tous âges, les places les plus rares sont celles pour les poupons, soit les bébés de moins de 18 mois. Entre la fin des prestations du congé parental et les 18 mois de l’enfant, il y a un énorme gouffre dans lequel les parents sombrent. Une aide d’urgence se révèle donc essentielle pour affronter cette période critique.

C’est pourquoi je demande que, de façon temporaire, les prestations du RQAP soient offertes aux parents jusqu’aux 18 mois de leur enfant. Le ministre de la Famille répète sans cesse que le réseau des services de garde éducatifs à l’enfance sera complété d’ici quatre ans, si tout va bien. Or, les parents ont besoin d’aide immédiatement. De plus, il s’enorgueillit de la bonification du Régime québécois d’assurance parentale et des allocations familiales. Si ces mesures suffisaient à pallier le problème, je ne vous écrirais pas aujourd’hui.

Il est temps que le gouvernement en place reconnaisse la détresse des parents touchés par la pénurie et qu’il offre une aide financière aux familles qui en ont besoin en attendant la complétion du réseau. Après tout, nous avons vu qu’il était tout à fait possible de débloquer le financement nécessaire à la mise en place d’une aide d’urgence pour les entreprises pendant la pandémie. Pourquoi ne pas aussi aider les parents?

Insérez ici votre signature
Maman/Papa de insérez ici le prénom de votre/vos enfant(s)
  Insérez ici votre profession